
Avant-propos

Depuis 1988, le Guide juridique de l'entreprise (GUJE) propose, parmi les nombreux sujets qu'il traite, un certain nombre de livres consacrés au droit des sociétés, et plus particulièrement au droit des SA, SPRL et SCRL.

Paru pour la première fois, en 1999, le JDSC ambitionne d'illustrer, actualiser ou approfondir les questions traitées dans les livres du GUJE dédiés aux sociétés.

Les importantes réformes dues au Ministre Koen GEENS, en 2017 (droit de l'insolvabilité), en 2018 (droit des entreprises) et en 2019 (droit des sociétés et des associations) ont modifié en profondeur le droit des personnes morales de droit privé ; notamment, la notion de commerçant a été remplacée par celle d'entreprise et la loi du 27 juin 1921 a été intégrée dans le Code des sociétés et des associations (CSA) qui a supprimé nombre de formes ou variantes de sociétés.

En 2021, le JDSC devient donc le JDSA : *Jurisprudence en Droit des Sociétés et des Associations – SA, S(P)RL, SC(RL) et ASBL*. Il s'attache ainsi aux quatre formes de personnes morales de droit privé les plus répandues dans la pratique. Conformément à l'optique du CSA, elles connaissent de nombreuses dispositions communes, identiques ou ressemblantes.

Comme auparavant, le JDSA offre une sélection de décisions de jurisprudence, reprises en entier ou par extraits, qui, à l'exception de quelques inédits, ont déjà fait l'objet d'une publication dans telle ou telle revue belge. Les décisions publiées en néerlandais sont traduites en français. Toutes ces décisions sont explicitées au regard de la matière qu'elles illustrent : soit par une présentation circonstanciée qui souligne l'intérêt ou l'originalité du jugement ou de l'arrêt, soit par une note d'observations qui propose une analyse plus approfondie ou une synthèse de la question abordée.

Pendant plusieurs années encore, de nombreuses décisions publiées auront été prononcées dans des affaires qui étaient encore soumises au Code des sociétés 1999, si bien qu'elles mentionneront tant les anciennes dispositions légales que les anciennes dénominations des formes sociétaires. Toutefois, pour coller à l'actualité, les présentations et commentaires évoquent les nouvelles dispositions du CSA afin de mettre en lumière ce qui change et ce qui demeure.

Nous tentons d'offrir aux lecteurs une valeur ajoutée qui résulte principalement des facteurs suivants : la réunion d'un ensemble de décisions en un seul volume ; le lien avec les développements doctrinaux du GUJE ; l'accès plus aisé à la jurisprudence néerlandophone ; des observations nombreuses ; une table chronologique des décisions publiées qui couvre les 23 volumes parus de 1999 à 2021.

Michel COIPEL et Marie Amélie DELVAUX
Octobre 2021

Table des matières

Introduction au droit des sociétés et autres groupements, par Michel COIPEL

GUJE, 2^e édition – Livre 11.1

060. Le groupement se manifeste comme sujet de droit à travers ses organes légaux
N^o 1488. – Cass. (1^{re} ch.), 8 mars 20193
420. Le boni de liquidation d'une ASBL doit toujours être affecté à une fin désintéressée
N^o 1489. – Cass. (1^{re} ch.), 10 avril 20206
Obs. « L'affectation du boni de liquidation d'une ASBL avant et après le CSA »

Les règles de constitution des SA, SPRL et SCRL, volume 1, par Henri CULOT

GUJE, 2^e édition – Livre 14.3

630. La libération ultérieure
N^o 1490. – Cass. 18 septembre 2020..... 15
Obs. « La charge de la preuve de la libération du capital »

Les règles de constitution des SA, SPRL et SCRL, volume 2, par Henri CULOT

GUJE, 2^e édition – Livre 14bis.2

650. L'article 60 du Code des sociétés : les rapports entre les fondateurs et les tiers
700. Première situation : la société se constitue et reprend l'engagement dans les délais
N^o 1491. – Cass. 16 novembre 2020.....21
Obs.« Pas de solidarité entre le promoteur et la société en cas de reprise des engagements »

L'identification des SA, SPRL et SCRL et la cession des actions ou parts de leurs associés, par Michel COIPEL

GUJE, 2^e édition – Livre 15.4

290. Protection du nom commercial
N^o 1492. – Anvers, 1^{er} avril 2020.....27
570. Le dol dans une convention de cession de parts sociales
N^o 1493. – Cass. (3^e ch.), 11 mars 201935
Obs. « La protection légale du nom commercial et de la dénomination sociale »

780. Les garanties liées à la cession N° 1494. – Cass. (1 ^{re} ch.), 6 septembre 2018	38
Obs. « Quelle règle d'interprétation préférentielle utiliser pour les clauses de garantie dans les cessions d'actions ? »	

L'assemblée générale des actionnaires ou associés dans les SA, SPRL et SCRL, par Jean-François GOFFIN
GOFFIN
 GUJE, 2^e édition – Livre 21.3

178. Étendue du droit de poser des questions N° 1495. – Trib. entr. Anvers (réf.), 7 janvier 2020	45
178. Étendue du droit de poser des questions N° 1496. – Tr. entr. Bruxelles néerlandophone (réf.), 20 juillet 2020	63
420. Annulation d'assemblée générale – Procédure N° 1497. – C.E. (réf.), 1 ^{er} juin 2020	68
410. Annulation de décision de l'assemblée générale – Excès de pouvoir ou détournement de pouvoir N° 1498. – Tr. entr. Liège (div. Verviers), 16 décembre 2019	80
420. Annulation d'assemblée générale – Procédure N° 1499. – C.E. (réf.), 1 ^{er} juin 2020	96

Le statut des administrateurs et gérants des SA, SPRL et SCRL, par Jean Pierre RENARD et Victor GHAZOUANI
RENARD et GHAZOUANI
 GUJE, 2^e édition – Livre 22.3

410. Statut social des administrateurs et gérants – Peuvent-ils être considérés comme une « entreprise » au sens du CDE ? N° 1500. – Trib. entr. néerlandophone de Bruxelles, 25 juin 2019	111
N° 1501. – Bruxelles, 28 octobre 2019	113
N° 1502. – Mons, 3 mars 2020	115
Obs. « Les gérants et administrateurs d'une société déclarée en faillite peuvent-ils faire aveu de faillite en leur nom personnel ? (suite) »	

La gestion et la représentation des SA, SPRL et SCRL, par Michel COIPEL
COIPEL
 GUJE, 2^e édition – Livre 23.3

50. La collégialité au sein du conseil d'administration d'une ASBL ou d'une SA N° 1503. – Cass. (1 ^{re} ch.), 9 octobre 2020	125
--	-----

Obs. « La collégialité au sein du conseil d'administration d'une ASBL ou d'une SA implique qu'aucun administrateur ne peut se contenter d'être une potiche »

1140. La théorie du mandat apparent N° 1504. – Civ. Bruxelles (fr.), 22 décembre 2017	131
--	-----

**Les responsabilités des fondateurs, administrateurs et gérants des SA, SPRL et SCRL,
par Marie Amélie DELVAUX**

GUJE, 2^e édition – Livres 24.3, 24bis.3, 24ter.4

200. La responsabilité des fondateurs dans l'hypothèse du capital insuffisant N° 1505. – Anvers (1 ^{re} ch.), 14 novembre 2019.....	139
200. La responsabilité des fondateurs dans l'hypothèse du capital insuffisant	
340. La responsabilité pour faute de gestion	
370. La responsabilité des dirigeants pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL N° 1506. – Anvers (3 ^e ch.), 28 novembre 2019.....	144
Obs. « Le plan financier, sa mise en oeuvre et les responsabilités corrélatives »	
290. Qui peut être tenu pour responsable ? N° 1507. – Cass. (1 ^{re} ch.), 9 octobre 2020	151
290. Qui peut être tenu pour responsable ?	
335. La décharge susceptible de libérer les dirigeants de leur responsabilité envers la société	
440. Le défaut de convocation de l'assemblée générale lorsque les pertes atteignent un certain pourcentage de l'actif net N° 1508. – Trib. entr. Liège (div. Namur) (2 ^e ch.), 26 janvier 2021	152
290. Qui peut être tenu pour responsable ?	
367. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil	
370. La responsabilité des dirigeants pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL	
475. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers pour absence de paiement du précompte professionnel ou de la T.V.A. N° 1509. – Anvers, 5 mars 2020.....	174
300. Le délai de prescription de l'action en responsabilité contre les dirigeants N° 1510. – Cass (1 ^{re} ch.), 19 décembre 2019	179
300. Le délai de prescription de l'action en responsabilité contre les dirigeants	
367. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil N° 1511. – Bruxelles (18 ^e ch.), 16 janvier 2020.....	181
300. Le délai de prescription de l'action en responsabilité contre les dirigeants	

367. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil	
370. La responsabilité pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL N° 1512. – Mons (1 ^{re} ch.), 3 février 2020.....	189
335. La décharge susceptible de libérer les dirigeants de leur responsabilité envers la société N° 1513. – Cass. (1 ^{re} ch.), 12 juin 2020.....	194
Obs. « Quand la décharge peut être invalidée : formalisme rigoureux ou réalisme concret ? »	
367. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil N° 1514. – Mons (1 ^{re} ch.), 18 novembre 2019.....	197
Obs. « Quand le partenaire contractuel d'une ASBL désormais dissoute tente en vain d'engager la responsabilité de ses anciens dirigeants... »	
367. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil	
370. La responsabilité des dirigeants pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL	
440. Le défaut de convocation de l'assemblée générale lorsque les pertes atteignent un certain pourcentage de l'actif net	
480. L'absence ou le retard dans la présentation des comptes annuels à l'assemblée générale – L'absence ou le retard dans le dépôt des comptes annuels à la BNB N° 1515. – Trib. entr. Liège (div. Liège) (3 ^e ch.), 12 février 2020.....	204
Obs. « <i>Iura novit curia : da mihi factum, dabo tibi ius !</i> »	
367. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil	
440. Le défaut de convocation de l'assemblée générale lorsque les pertes atteignent un certain pourcentage de l'actif net N° 1516. – Liège, 27 novembre 2019.....	232
370. La responsabilité pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL N° 1517. – Cass. (1 ^{re} ch.), 18 juin 2020.....	237
370. La responsabilité pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL	
480. L'absence ou le retard dans la présentation des comptes annuels à l'assemblée générale – L'absence ou le retard dans le dépôt des comptes annuels à la BNB N° 1518. – Cass. (1 ^{re} ch.), 18 septembre 2020.....	239
370. La responsabilité pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite d'une SA, d'une SPRL ou d'une SCRL	
490. L'hypothèse d'une opposition d'intérêts au sein du conseil d'administration N° 1519. – Cass. (1 ^{re} ch.), 9 octobre 2020.....	243
440. Le défaut de convocation de l'assemblée générale lorsque les pertes atteignent un certain pourcentage de l'actif net	

N° 1520. – Trib. entr. Gand (div. Ypres) (2 ^e ch.), 16 mars 2020.....	245
475. La responsabilité des dirigeants à l'égard des tiers pour absence de paiement du précompte professionnel ou de la T.V.A. N° 1521. – Gand, 5 novembre 2019.....	251
490. L'hypothèse d'une opposition d'intérêts au sein du conseil d'administration N° 1522. – Trib. entr. Liège (div. Verviers) (2 ^e ch.), 16 décembre 2019.....	256

L'information légale des actionnaires de SA, SPRL et SCRL, par Michel CALUWAERTS
GUJE, 2^e édition – Livre 26.3

100. Le droit de poser des questions aux administrateurs et aux commissaires réviseurs N° 1523. – Prés. Trib. entr. Anvers, 7 janvier 2020..... N° 1524. – Prés. Trib. entr. Bruxelles 20 juillet 2020.....	263 263
130. Le droit de demander la désignation d'un expert N° 1525. – Anvers, 12 septembre 2019..... Obs. « Expert dépositaire désigné sur la base du droit commun versus expert vérificateur en droit des sociétés »	264

Les modifications du capital dans les SA, SPRL et SCRL, par Gabriela de PIERPONT
GUJE, 2^e édition – Livre 46.2

1060. Perte de capital de la SA – Procédure de la sonnette d'alarme N° 1526. – Trib. entr. Liège (div. Liège) (3 ^e ch.), 12 février 2020..... Obs. « La procédure de la sonnette d'alarme dans la SA – <i>Quid</i> en cas d'aggravation inévitable de la perte de capital »	277
--	-----

La responsabilité pénale dans l'entreprise, par Marie Amélie DELVAUX
GUJE, 2^e édition – Livre 20

040. Droit pénal des affaires et procédure pénale N° 1527. – Liège (6 ^e ch.), 18 février 2021.....	287
130. Les dispositions de procédure pénale propres à la répression des infractions commises par les personnes morales : le mandataire <i>ad hoc</i> N° 1528. – Liège (6 ^e ch.), 25 février 2021..... Obs. « Le rôle du juge pénal quant aux frais et honoraires du mandataire <i>ad hoc</i> d'une personne morale indigente »	296

213. Le blanchiment	
230. et s. Les faux en écriture	
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
<i>N° 1529. – Liège (6^e ch.), 3 février 2021</i>	302
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
340. L'escroquerie	
<i>N° 1530. – Cass. (2^e ch.), 1^{er} décembre 2020</i>	306
230. et s. Les faux en écriture	
<i>N° 1531. – Cass. (2^e ch.), 22 octobre 2019</i>	309
230. et s. Les faux en écriture	
<i>N° 1532. – Cass. (2^e ch.), 4 décembre 2019</i>	311
230. et s. Les faux en écriture	
<i>N° 1533. – Cass. (2^e ch.), 11 décembre 2019</i>	314
230. et s. Les faux en écriture	
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
<i>N° 1534. – Cass. (2^e ch.), 20 novembre 2018</i>	318
230. et s. Les faux en écriture	
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
870. Le droit pénal social	
<i>N° 1535. – Liège (6^e ch.), 10 juin 2021</i>	321
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
<i>N° 1536. – Cass. (2^e ch.), 2 octobre 2019</i>	324
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
<i>N° 1537. – Cass. (2^e ch.), 1^{er} décembre 2020</i>	327
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
<i>N° 1538. – Liège (6^e ch.), 3 septembre 2020</i>	328
290. L'abus de confiance et l'abus de biens sociaux	
381. et s. Les infractions liées à l'état de faillite	
510. Les infractions à la réglementation comptable	
<i>N° 1539. – Liège (6^e ch.), 11 février 2021</i>	330
381. et s. Les infractions liées à l'état de faillite	
<i>N° 1540. – Liège (6^e ch.), 5 décembre 2019</i>	337
381. et s. Les infractions liées à l'état de faillite	
<i>N° 1541. – Cass. (2^e ch.), 5 mai 2020</i>	340
390. Les infractions prévues par les lois particulières – L'inflation législative	
<i>N° 1542. – Mons (3^e ch.), 15 janvier 2020</i>	342

870. Le droit pénal social N° 1543. – C. trav. Anvers (div. Anvers), 15 avril 2020	348
---	-----

La dissolution des SA, SPRL et SCRL, par Michel LEMAL

GUJE, 2^e édition – Livre 176.3

630. Dissolution judiciaire – Recours – Qualité à agir N° 1544. – Cass. (1 ^{re} ch.), 28 mai 2020	355
Obs. « Qualité pour former un recours contre un jugement prononçant la dissolution ou la nullité d'une société : la fin de la controverse »	

710. Dissolution pour de justes motifs. Ultime remède N° 1545. – Trib. entr. Hainaut (div. Charleroi) (Prés.), 11 octobre 2019	358
Obs. « Dissolution pour de justes motifs et continuité de l'entreprise »	

La liquidation des SA, SPRL et SCRL, par Michel LEMAL

GUJE, 2^e édition – Livres 177.3 et 177bis.1

940. Effets de la dissolution d'une société – Survivance restreinte de la personnalité juridique N° 1546. – Cass. (1 ^{re} ch.), 13 février 2020	371
Obs. « Le maintien de la personnalité juridique de la société pour les besoins de sa liquidation »	

1100. Effets de la dissolution – Suspension du droit d'exécution individuelle – Egalité des créanciers N° 1547. – Bruxelles, 5 mars 2019	375
Obs. « Liquidation et suspension des droits de poursuite individuels des créanciers »	

1870. ASBL – Liquidation – Affectation du solde de liquidation N° 1548. – Cass. (1 ^{re} ch.), 10 avril 2020	382
Obs. « Compétence de l'assemblée générale de se prononcer sur l'affectation du solde de liquidation d'une ASBL »	

3060. Clôture de la liquidation – Portée de la personnalité juridique passive N° 1549. – Civ. Bruxelles, 10 février 2020	385
N° 1550. – Liège, 7 septembre 2020	388
Obs. « Qualité de la société dissoute à agir après la clôture de sa liquidation »	

5100. Faillite d'une société en liquidation – Conditions – Ébranlement du crédit N° 1551. – Liège, 5 novembre 2019	395
N° 1552. – Trib. entr. Gand (div. Audenarde), 28 novembre 2019	396
N° 1553. – Cass. (1 ^{re} ch.), 5 juin 2020	400
Obs. « Liquidation déficitaire et faillite : une question de confiance ? »	

5240. Responsabilité du liquidateur – Responsabilité à l’égard des associés – Clôture tardive de la liquidation N° 1554. – Tr. entr. Gand (div. Termonde), 23 septembre 2019	407
Obs. « La responsabilité du liquidateur à l’égard des associés »	
5240. Responsabilité du liquidateur envers les tiers	
5300. Responsabilité du liquidateur. Prescription N° 1555. – Tr. entr. Bruxelles, 2 novembre 2020.....	416

Le règlement des conflits entre actionnaires : mesures provisoires, par Isabelle CORBISIER
GUJE, 2^e édition – Livre 27.1

670. La désignation d’un expert chargé de vérifier la comptabilité N° 1556. – Prés. Trib. entr. Hainaut, 24 juillet 2020	425
350. Appréciation de l’urgence	
420. Principes (immixtion minimale dans la vie sociale)	
440. Recours au critère de l’appréciation marginale pour apprécier la licéité de la décision litigieuse	
700. Circonspection du juge des référés N° 1557. – Prés. Trib. entr. Liège, 10 novembre 2020.....	432

Le règlement des conflits entre actionnaires : exclusion, retrait et modes alternatifs de résolution des conflits, par Isabelle CORBISIER
GUJE, 2^e édition – Livre 28.1

420. Méthodes d’évaluation appliquées par le juge ou par l’expert judiciaire N° 1558. – Cass. (1 ^{re} ch.), 16 janvier 2020	445
230. Accent mis sur l’intérêt de la société dans la procédure d’exclusion et sur celui de l’associé dans la procédure de retrait	
260. L’établissement des justes motifs	
370. Mésintelligence grave entre associés N° 1559. – Liège (7 ^e ch. A), 18 novembre 2020	447
640. Action dirigée contre l’actionnaire à l’origine des justes motifs	
690. Le demandeur est lui-même à l’origine des justes motifs	
740. Mésintelligence entre associés N° 1560. – Prés. Trib. entr. Hainaut (div. Mons), 30 octobre 2020.....	463

Table chronologique des décisions citées